

Initiatives ministérielles

supporter le fardeau supplémentaire que représente la taxe de vente fédérale qu'ils ont dû payer sur le matériel qu'ils ont utilisé pour imprimer leur produit.

Une fois la TPS en place, ils pourront présenter leur rapport tous les mois, tous les trois mois ou tous les ans, selon leur chiffre d'affaires, et ils n'auront qu'à remettre la différence entre le montant qu'ils ont versé en taxe sur leurs achats et ce qu'ils ont facturé pendant la période visée. Des milliers de dollars liquides pourront donc servir à financer les activités quotidiennes essentielles. C'est important pour les petites entreprises.

Incidentement, la taxe qu'ils paieront sur tout ce qu'ils utilisent pour faire marcher leur entreprise est considérée comme des intrants et ils obtiendront une ristourne. Cela comprend le téléphone, le papier, les petits articles de bureau et même les produits de nettoyage.

La comptabilité sera minime. Elle ne comportera qu'une seule feuille, ce que les fabricants utilisent à l'heure actuelle.

J'assiste depuis des années à des réunions avec des chefs d'entreprise qui nous supplient de les soulager de l'inéquitable taxe sur les ventes des fabricants. Je suis très fière de faire partie d'un gouvernement qui possède la vision et le bon sens d'acquiescer à ces demandes.

La TPS est une taxe raisonnable en général et je l'appuie sans réserve. Elle servira les intérêts des Canadiens et du Canada pendant la décennie qui s'amorce.

M. Milliken: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. La députée de Winnipeg-Sud a prononcé un discours ravissant qui aurait certes charmé les membres du cabinet, si l'un d'entre eux avait été présent.

C'est un projet de loi d'initiative ministérielle, dont le cabinet est responsable devant la Chambre. Donc, au moins un des membres du cabinet devrait être présent.

Le président suppléant (M. Paproski): Ce n'est pas un rappel au Règlement. Le député de Fredericton—York—Sunbury.

M. J.W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, je prends la parole à mon tour pour appuyer le projet de taxe sur les produits et services. J'espère que les députés d'en face m'accorderont leur attention, mais je ne crois pas qu'ils tiennent vraiment à entendre parler de la taxe sur les produits et services.

M. Peterson: C'est vrai que nous avons peur que le ministre ne veuille pas en entendre parler.

M. Bird: Je pense que le député d'en face est à court d'idées au sujet de la taxe sur les produits et services. Il répète à son tour la vieille rengaine que le chef et le critique financier de son parti répètent depuis plusieurs mois, c'est-à-dire que le gouvernement devrait revenir à la case départ. Je voudrais savoir ce qu'il entend par là. Je m'étonne. . .

M. Peterson: Cela veut dire que cette taxe est la pire que nous ayons jamais vue, et les Canadiens le savent.

M. Bird: Que le député propose une solution de re-change! Il a certes été remis à sa place l'autre jour lorsqu'on lui a montré qu'il ne pensait plus comme auparavant que la taxe était un cataplasme. Sa vision des réalités économiques a beaucoup changé depuis plusieurs années. Le hansard est là pour rétablir les faits.

• (2050)

De toute évidence, personne n'aime les taxes. À l'instar du ministre des Finances et de la plupart des députés, j'estime que ce serait merveilleux si nous pouvions éviter les mesures fiscales. Ce serait certes plus confortable. Cependant, nous ne saurions assumer nos responsabilités si nous n'admettions pas la nécessité de toucher des recettes pour payer nos dépenses. Nous ne saurions faire fi des réalités de la situation financière du Canada. Ce sont les libéraux qui l'ont créée au fil des années. Le député d'en face a joué un grand rôle dans cette affaire, et je ne peux le blâmer d'en être honteux et de refuser d'en parler. Cependant, le gouvernement actuel n'a d'autre choix que de s'attaquer au problème.

À la décharge des députés néo-démocrates, bien que leurs idées socialistes soient vouées à l'échec, je dois dire qu'ils ont quelques idées et qu'ils placent la prétendue opposition officielle dans l'embarras.

Je suis absolument convaincu que la taxe sur les produits et services est juste, raisonnable et nécessaire pour répondre aux besoins des contribuables canadiens et de l'économie de notre pays dans les années à venir. Je sais bien que les Canadiens s'opposent à cette taxe complexe, nouvelle, transitoire. . .

M. Milliken: Les Canadiens comprennent.